

Pour briser l'offensive de Sarkozy, la responsabilité de la direction du SNUipp est de rompre la concertation avec le gouvernement et de lui opposer le front unique des organisations syndicales pour le combattre

Les propositions de Sarkozy du 19 septembre visant à balayer les statuts de la fonction publique le confirment : l'année scolaire qui débute s'annonce décisive. Sarkozy entend en effet, d'ici juin, détruire les acquis collectifs essentiels qui subsistent dans le pays :

CDI et durée légale du travail, régimes spéciaux de retraite, régime général et celui des pensions, droit à l'assurance-maladie, à l'assurance-chômage, droit de grève, mais aussi les universités par leur privatisation, le tout dans une campagne nauséabonde de rafles à répétition contre les travailleurs immigrés et leurs enfants dans nos écoles.

L'enseignement public occupe une place de choix dans l'offensive gouvernementale. Darcos espère, dès la rentrée 2008, avoir fait sauter les statuts des enseignants, obstacle à la réduction encore plus massive de postes qu'il espère réaliser, au compte de la bourgeoisie, contre le droit à l'instruction. Il a mis en place pour cela une commission Rocard-Pochard, qui devrait rendre ses conclusions fin décembre, après concertation. Et à quoi sert cette concertation ? Dans l'enseignement comme ailleurs, Sarkozy l'a rappelé le 18 septembre : « Je serai ouvert sur les moyens et la méthode, mais je ne transigerai ni sur les objectifs ni sur les principes. ». Les concertations ouvertes par le gouvernement ont donc pour but d'associer les organisations syndicales à la réalisation de ses « objectifs ».

Et quels sont-ils ? Le rapport à charge du HCE les explicite :

- En finir avec « l'émiettement en petites structures », donc regrouper les petites écoles et fermer notamment celles à classe unique – dans la lignée du décret instaurant les « Epep ».

- Créer un véritable statut des directeurs, pour que le directeur ne soit plus « un pair parmi ses pairs », bref instaurer une véritable hiérarchie dans les écoles.

- Cibler « la responsabilité de l'école maternelle dans l'échec scolaire » pour mieux en préparer la liquidation.

Aussitôt Darcos, s'appuyant sur le rapport du HCE, met en place un groupe de travail sur la maternelle. La direction du Snuipp doit refuser de participer à ce groupe de travail dont la fonction est de préparer la destruction de l'école maternelle.

Or aujourd'hui, dans le cadre de la FSU, la direction de notre syndicat s'apprête à participer aux travaux de la commission Rocard-Pochard dont le but explicite est de casser le statut des enseignants. Elle veut aussi participer aux quatre conférences sur la Fonction publique avec le gouvernement, qui se tiendront alors même que

le projet de budget de suppression – sans précédent – de postes sera discuté à l'Assemblée. Et ceci, alors que Sarkozy a fixé son cap : supprimer les corps de fonctionnaires et les concours, individualiser les rémunérations selon le « mérite », et même proposer des contrats de droit privé aux nouveaux entrants dans la Fonction publique !

Enfin, la circulaire de l'inspection académique du Haut-Rhin, qui sommait les directeurs de signaler leurs élèves sans papiers, n'est en rien une erreur. Elle manifeste l'ampleur que le gouvernement veut donner à sa traque raciste des élèves sans papiers, à laquelle tant de collègues s'opposent. Pourtant, la direction du syndicat entretient des discussions régulières avec le sinistre ministère de « l'identité nationale », et refuse d'appeler au boycott de la mise en place du logiciel « base élèves » qui en est un levier.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon est l'ennemi acharné de tous nos acquis, et veut, au compte des capitalistes, faire tourner la roue de l'histoire en arrière. Assez de discussions et de concertations avec le gouvernement dont la seule fonction est de l'aider à mieux faire passer ses plans destructeurs ! Au contraire, ce dont les enseignants des écoles ont besoin, c'est d'une orientation de combat contre ce gouvernement ultra-réactionnaire et sa majorité UMP.

Chacune des mesures qu'il concocte étant préparée par des « concertations » d'une ampleur inégalée jusqu'ici, la première décision que doit prendre la direction du Snuipp, c'est de rompre immédiatement les concertations avec le gouvernement, de se prononcer pour le retrait de son plan sur la fonction publique, pour la défense inconditionnelle des statuts des enseignants, en un mot de lui faire face, et de préparer le combat d'ensemble nécessaire contre lui, dans l'unité des organisations issues du mouvement ouvrier (partis et syndicats).

Pour cette orientation, votez pour la liste Front unique